

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18196 - 71ÈME ANNÉE

L'alimentation, les loyers et les produits de santé en tête des augmentations

Les pauvres principales victimes de la hausse des prix

L'INSEE a publié vendredi le dernier Indice mensuel des prix à la consommation. Entre juin 2015 et juin 2014, il montre une hausse annuelle de 0,6 % dans l'alimentation et de 1,4 % des loyers, des dépenses qui comptent pour les personnes ayant les plus bas revenus. Depuis 1998, les prix dans l'alimentation ont augmenté de 37,9 % à La Réunion, contre 32,7 % en France. Les pauvres sont donc les principales victimes de la hausse des prix, c'est une nouvelle illustration d'un système profondément inégalitaire.

2 Juin 2015 : les prix à la consommation augmentent de 0,1 % à La Réunion

Indice des prix à la consommation (indice de base 100 année 1998)

Regroupements	Pondération	La Réunion					France		
		Indice pour le mois de :			Variation (%) au cours :		Indice pour le mois de :		Variation (%) au cours :
		Juin 2014	Mai 2015	Juin 2015	du dernier mois	des 12 derniers mois	Juin 2015	du dernier mois	des 12 derniers mois
ENSEMBLE	10 000	130,7	130,2	130,3	0,1	-0,3	128,5	-0,1	0,3
ALIMENTATION	1 757	137,1	138,2	137,9	-0,2	0,6	132,7	-0,2	0,4
Produits frais	189	123,6	128,6	126,0	-2,0	1,9	148,0	-2,0	5,2
Alimentation hors produits frais	1 568	140,2	140,7	140,8	0,1	0,4	130,5	0,0	-0,3
TABAC	122	435,0	434,3	434,3	0,0	-0,2	259,3	0,0	0,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	3 192	110,7	110,5	110,7	0,2	0,1	100,0	-0,4	-0,7
Habillement et chaussures	633	109,2	104,4	105,6	1,2	-3,3	109,7	-2,0	-0,5
Produits de santé	134	92,1	94,3	93,8	-0,5	1,9	75,6	-0,7	-3,5
Autres produits manufacturés ¹	2 425	112,9	113,8	113,9	0,0	0,8	104,0	0,0	0,0
ÉNERGIE	785	160,8	153,7	155,9	1,5	-3,0	173,5	-0,5	-2,8
dont Produits pétroliers	525	173,0	159,5	163,1	2,2	-5,7	187,6	-0,8	-7,3
SERVICES	4 144	133,2	132,7	132,6	0,0	-0,4	137,8	0,2	1,3
Loyers, eau et ordures ménagères	1 004	150,3	151,5	152,4	0,6	1,4	142,8	0,1	1,0
Services de santé	172	129,0	129,6	129,7	0,1	0,5	123,0	0,0	0,5
Transports et communications	993	138,2	133,9	133,5	-0,3	-3,4	97,8	0,7	1,5
Autres services ²	1 975	127,0	127,3	127,0	-0,2	0,0	149,1	0,2	1,5
Ensemble hors Énergie	9 215	128,3	128,2	128,3	0,0	-0,1	125,2	0,0	0,5
Ensemble hors Tabac	9 878	127,8	127,3	127,5	0,1	-0,3	126,6	-0,1	0,3

Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

1. Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison ; Achats de véhicules.

2. Services à la personne ; Services financiers, assurances et services juridiques ; Loisirs et culture ; Hôtellerie, cafés et restauration ; Services liés à l'utilisation de véhicules personnels ; Éducation.

L'indice des prix est mesuré en base 100 par rapport à 1998. Une valeur de 131 signifie ainsi que les prix ont augmenté de 31 % pour la catégorie concernée entre 1998 et la date de référence.

L'évolution des indices des prix à la consommation est présentée en variation mensuelle (pourcentage d'évolution des indices du mois par rapport au mois précédent) et en glissement annuel. Celui-ci correspond à la variation au cours des 12 derniers mois, qui est calculée en rapportant l'indice du mois à celui du même mois l'année précédente. Ainsi par exemple, l'indice du mois de juin 2015 est rapporté à celui de juin 2014.

Communiqué de l'INSEE

Juin 2015 : les prix augmentent de 0,1 %

L'indice des prix à la consommation augmente de 0,1 % en juin 2015. La hausse est portée par les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, par les prix des produits manufacturés. Elle est modérée par la baisse des prix de l'alimentation. Sur un an, les prix baissent de 0,3 % à La Réunion, alors qu'ils progressent de 0,3 % en France.

Les prix de l'énergie augmentent de 1,5 % en juin, conséquence de la hausse des prix des produits pétroliers (+ 2,2 %, après + 1,4 % en mai). Cette hausse est portée par les prix des carburants qui augmentent de 3,5 % pour le supercarburant et de 2,8 % pour le gazole. À l'inverse, le prix de la bouteille de gaz baisse de 1,5 %.

Sur un an, les prix des produits pétroliers baissent de 5,7 % à La Réunion et de 7,3 % France.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,2 % en raison de la hausse de 1,2 % des prix de l'habillement et des chaussures. En particulier, les prix des chaussures augmentent de 4,6 %.

Les prix des produits de santé sont en baisse (- 0,5 %). Les prix des autres produits manufacturés sont stables.

Les prix de l'alimentation sont en légère baisse en juin (- 0,2 %). La diminution des prix des produits frais (- 2,0 %) est atténuée par la hausse modérée des prix
l'alimentation hors

produits frais (+ 0,1 %).

Les prix des produits frais sont entraînés à la baisse par le recul des prix des poissons et crustacés frais (- 5,6 %). Les prix des légumes et des fruits frais diminuent plus modérément (respectivement - 0,9 % et - 0,6 %).

Les prix des boissons non alcoolisées et des boissons alcoolisées baissent respectivement de 0,4 % et de 0,1 %. Hors produits frais et hors boissons, les prix des produits alimentaires augmentent de 0,2 %.

Sur un an, les prix de l'alimentation augmentent de 0,6 % à La Réunion et de 0,4 % en France.

Les prix des services sont stables en juin (+ 0,0 %). La hausse de 0,6 % des prix du poste « Loyers, eau et ordures ménagères » est portée par l'augmentation des prix des services de fournitures d'eau (+ 3,1 %).

Les prix des services de santé augmentent plus modérément (+ 0,1 %).

Les prix des services de transports et communications baissent de 0,3 % en raison de la diminution saisonnière des tarifs des transports aériens de voyageurs.

Les prix des autres services baissent de 0,2 %, entraînés par la baisse des prix des services d'hébergement (- 2,9 %).

Le dernier Indice des prix publié vendredi par l'INSEE fait apparaître une situation contrastée à La Réunion. Au cours des 12 derniers mois, l'indice a baissé de 0,3 %. Il apparaît que les produits pétroliers ont contribué à cette évolution. Leur prix a diminué de 5,7 % alors que pendant ce temps, la matière première a perdu près de la moitié de sa valeur. Cette baisse a profité aux propriétaires d'automobile, soit environ une famille sur deux, aux transporteurs, aux agriculteurs et aux professionnels de la route.

À La Réunion, l'intégralité des marchandises sont transportées par des camions qui fonctionnent avec de l'essence importée. Les produits pétroliers ont baissé de 5,7 %.

Cette diminution contraste avec l'évolution des prix des produits transportés par les camions, comme l'alimentation, en hausse de 0,6 %, et les produits manufacturés, en augmentation de 0,1 %. Les produits de santé connaissent également une hausse de près de 2 % sur un an.

Augmentations plus rapides qu'en France

L'indice des prix permet également

de confirmer une tendance sur le long terme : à La Réunion les prix augmentent plus qu'en France.

Depuis 1998, la hausse globale a été de 30,3 % pour notre île, contre 28,5 % en France. Dans l'alimentation, l'écart dépasse 5 points : 37,9 % contre 32,7 %.

L'alimentation est un poste du budget qui pèse plus lourdement chez les personnes qui ont des revenus faibles. Or, ce sont précisément ces revenus qui sont fixés selon la réalité économique de la France. Les montants des retraites, du RSA, des indemnités pour perte d'emploi, des prestations sociales et du SMIC dépendent de critères liés à l'évolution du coût de la vie en France. Ce dernier augmente moins vite en France qu'à La Réunion. La conséquence est donc une baisse continue du pouvoir d'achat des plus pauvres.

Hausse importante des loyers

Les loyers ont également augmenté de 52 % depuis 1998 à La Réunion contre 43 % en France. Là aussi ce sont les moins riches en patrimoine qui sont pénalisés.

Le contraste entre la hausse des prix des marchandises transportées

par camion et celui des prix des carburants se vérifie aussi sur le long terme. Depuis 1998, les produits pétroliers ont augmenté de 63 % à La Réunion contre 87 % en France. C'est une différence de près de 25 points. Comment expliquer qu'avec une hausse inférieure de 25 points pour une matière première stratégique dans la formation des prix, ces derniers connaissent une hausse supérieure de 5 points dans l'alimentation ?

Cette différence de 1,8 point en 17 ans dans le rythme de croissance des prix sera-t-elle prise en compte dans le débat qui s'annonce sur l'égalité réelle ? Rappelons que cette différence accentue encore l'écart des prix qui existe entre La Réunion et la France.

M.M.

Edito

Chaque Grec a perçu 36 millions d'euros !

Plusieurs fois, nous mettons en garde avec le trafic de statistique, sans nuance, pour soutenir un argument à l'attention de l'opinion. En voici 2 exemples significatifs.

Marisol Touraine fait le bilan de la canicule qui a frappé les Français entre le 29 juin et le 5 juillet. Elle annonce 700 décès, soit 7 % par rapport à la moyenne de mortalité ordinaire. Elle n'a pas hésité à faire la comparaison avec le bilan de la saison 2013 où on a dénombré 15 000 morts. Elle explique ce bon résultat par tout un travail « d'anticipation, d'information et de mobilisation ». La France, pays développé en a les moyens. Parallèlement, les médias reprennent en boucle 750 décès au Pakistan dus à la canicule. Ces chiffres rapportés à leur population respective font apparaître deux fois plus de morts pour la France que pour le Pakistan, qui n'a pas les moyens de la France, puissance du G7. Le temps n'est plus à s'attribuer des satisfécits mais au contraire de responsabiliser, d'élever les consciences, car le phénomène est mondial et nous devons penser à cette échelle. Tous nos repères frontaliers s'effondrent.

L'autre annonce médiatique concerne la Grèce. Le courant d'opinion dominant se donne bonne conscience en annonçant qu'au final on a aidé les Grecs à hauteur de 400 milliards d'euros. L'image d'une Europe riche et généreuse ! Le chiffre claque à la figure du peuple meurtri qui retourne ses poches vides. Car, si vraiment les financiers ont dû sortir cette somme, celle-ci ne se trouve pas dans les revenus des masses

populaires qui se sont appauvries et qui continueront à supporter les conséquences pendant plusieurs générations. Or, la Grèce n'a que 11 millions d'habitants, chacun d'eux devrait donc dormir sur l'or. Cela fait 36 millions d'euros par personne en moyenne ! L'image de ce retraité ruiné qui pleurait sur le trottoir n'avait aucun impact pour les pillards-donateurs.

En fait, cette somme a été attribuée pour empêcher que le phénomène financier mondial ne s'effondre. On parle de la Grèce comme une enclave alors que, comme la canicule, nous sommes soumis à un phénomène sans frontière. De temps en temps, telle ou telle partie éclate comme une hernie. Rafistoler le système pourri coûte de plus en plus cher. Sauf, si on est préparé au pire et donc au changement radical.

En Islande, le gouvernement a laissé les banques à leur responsabilité, et elles se sont effondrées. Le pays a seulement garanti l'argent des épargnants (l'argent réel). Il a traduit des banquiers en justice. Le gouvernement a refusé d'emprunter pour combler leur passif. Le peuple a compris qu'il fallait mettre fin au processus d'adhésion à l'Union européenne entamé depuis 2009. Ce fut fait par référendum le 12 mars dernier. Voilà comment les représentants d'une population de 300 000 habitants se font respecter, car ils sont responsables. A La Réunion, trois fois plus peuplée que l'Islande, la classe politique, en général, et les médias, en particulier, vendent des illusions au peuple Réunionnais. Non, les 400 milliards ne vont pas enrichir les Grecs.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Serge Letchimy et Victorin Lurel ont rendu leur rapport

Premières propositions pour la gouvernance de la biodiversité

Les premières propositions sur la gouvernance de la biodiversité outre-mer ont été remises hier à Ségolène Royal par Serge Letchimy et Victorin Lurel. La Réunion serait intégrée à un bassin océan Indien allant de la zone intertropicale à l'Antarctique. Une telle diversité de milieux serait sans équivalent dans toute la République.

Serge Letchimy, député de la Martinique, et Victorin Lurel, député de la Guadeloupe, ont remis hier à la ministre de l'Écologie leur rapport sur l'extension de l'Agence française pour la biodiversité dans les outre-mer (AFB). Cette nouvelle institution doit valoriser les nombreuses richesses que les îles apportent à la France dans ce domaine clé. L'AFB est une instance qui deviendra un lieu de gouvernance en matière de biodiversité. La mission des deux présidents de conseil régional a permis de constater l'état variable de l'avancement de la préfiguration de l'AFB dans les différentes collectivités. Les travaux ont déjà bien avancé en Guadeloupe et en Martinique. La rencontre entre la délégation parlementaire et les acteurs locaux y ont rassemblé des élus de toutes les collectivités, les services de l'État, des centres de recherche et les associations de protection de l'environnement. À La Réunion, les débuts sont beaucoup plus timides. Serge Letchimy a vu d'une part Dominique Fournel et

deux administratifs de la Région. D'autre part, l'élu martiniquais a échangé au Conseil départemental avec Mme Grondin et Daniel Gonthier, par ailleurs président du Parc national, accompagnés de trois fonctionnaires.

Le rapport préconise que les AFD assurent leur mission sur un bassin écosystémique.

Selon les propositions des deux parlementaires, La Réunion ferait partie du bassin écosystémique de l'océan Indien. Il regrouperait non seulement Mayotte et La Réunion, mais aussi les Terres australes et antarctiques françaises, soit Mayotte, les îles Éparses, La Réunion, les îles de l'océan Austral comme l'archipel des Kerguelen, sans oublier la Terre Adélie sur le continent Antarctique.

Le Pacifique est regroupé lui aussi dans un seul bassin constitué des archipels de la Polynésie, des Provinces de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna.

Quant à l'Atlantique, il est pour sa part divisé en trois entités : le bassin écosystémique de la Guyane, celui

des Antilles et enfin de Saint-Pierre et Miquelon.

Chacun des bassins relèverait d'une Agence française de la biodiversité. Cela donne trois AFB dans l'Atlantique, une dans l'océan Indien et une dans le Pacifique.

Il est à noter que si l'océan Indien regroupe plus de la moitié de la population des collectivités d'outre-mer, il lui est proposé une seule agence contre trois pour l'Atlantique. Pour sa part, le vaste océan Pacifique doit lui aussi se contenter d'une seule agence.

La direction de ces agences serait d'abord attribuée par tirage au sort entre les représentants des différentes collectivités, puis la présidence sera tournante avec une succession donnée à la collectivité géographiquement la plus proche et « dans le sens des aiguilles d'une montre ». Les AFB de Saint-Pierre et Miquelon et de la Guyane ne sont pas concernées par la présidence tournante, car elles sont des collectivités territoriales uniques.

Le communiqué du ministère de l'Écologie

En février dernier, Ségolène Royal a demandé à Serge Letchimy et Victorin Lurel d'animer le réseau des partenaires de l'Agence française pour la biodiversité dans les Outre-mer. Ils lui ont remis aujourd'hui (hier - NDLR) le rapport : « Quelles déclinaisons de l'Agence française pour la biodiversité dans les outre-mer ? ».

Ce rapport souligne l'importance de la prise en compte des enjeux de la biodiversité des Outre-mer dans la future Agence. Il mentionne en particulier la redistribution par l'Agence des avantages financiers de l'accès aux ressources génétiques.

Ce rapport reprend les propositions de l'atelier du 11 février organisé par Ségolène Royal avec une centaine d'élus des Outre-mer. À la suite de cet atelier, des avancées ont été apportées dans le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, notamment la possibilité de créer sous un statut local des délégations de l'Agence française pour la biodiversité.

Ségolène Royal retient de ce rapport les éléments suivants :

le lancement des préfigurations locales pour la création de délégations dans les Outre-mer. Cette préfiguration est déjà mise en œuvre pour la Martinique et la Guadeloupe. Elle sera mise en place en Guyane, à Mayotte et à la Réunion dans les mois qui viennent. Pour les autres collectivités d'Outre-mer qui ont la compétence en matière d'environnement, la Ministre charge Olivier Laroussinie de préciser avec elles leurs attentes en termes de coopération.

La création d'un comité thématique pour l'Outre-mer, placé auprès du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité :

- pour éclairer les décisions du conseil d'administration de l'Agence sur les questions relatives aux Outre-mer ;
- pour être un lieu d'échange et de dialogue des Outre-mer en matière de biodiversité, de milieu marin et d'eau ;
- pour permettre la préparation de positions concertées entre les Outre-mer.

Ce comité thématique est inscrit dans le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Georges Gauvin la mète lo bann l'informasyon an kréol rényoné

Ann Makosinki avèk son lanp mazik

Fransh vérité, di amoin si zot la pankor révé an avoir in zour léstrésité san péyé... kansréti kan zot i sava pèy z'ot faktir kouran ! Kouran moin shèr ? Sa moin lé sir pars défoi, lé in pé sho, i fo rokonète. Sak moin lé sir sé bann jenn souvan défoi zot la du rèv in portab i rosharj tousèl, ou sinonsa in jé éléktronik san atann k'i rosharj. Mi pans sa va vnir in zour o sinonsa la fine arivé é mi koné pa. Pou kosa mi pans sa ? Pars i trouv si tèlmann z'afèr koméla ké lo tour l'énerji va vnir. Sa lé sir !.. An atandan, zordi, mi sava rakont azot in zistoir vré : sak i sava dsi internet na in koup de tan zot la fine konète sa. Sé l'istoir in jenn fiy la invant in lanp révolisyonèr.

Jenn fiy-la, i apèl Ann Makosinki. Kan èl l'avé kinz an, èl la invant in lanp torsh i marsh san pil, san sharjèr, san riyin, mèm pa in manète dynamo konm nana désèrtènn lanp I marsh ankòr zordi. Toulmoun I koné nout kor sé in sours shalèr. Ni koné osi nana léstrésité dann nout kor. Sa lé bien vré, mé koman fé marsh in lanp èk sa ? Sa sé in problem é in bon pé shèrshèr l'aprè kas z'ot tèt la dsi. Mé sé lo jenn fiy, mi sort nonm lo nom anlèr la, ké la trouv lo tik-tak an promyé.. Pou trap son bi, èl la tiliz lo l'éfé Peltier.

Lo l'éfé Peltier. Kosa I lé sa ?

L'ané 1834, in l'orlozé fransé, in ga téi apèl Jean Peltier la fé in drol dékouvert. Li l'avé arèt son métyé kan li la gingn son trant an pou li fé la roshèrch dann la syans. In zour li la joinn lo dé bout in fil dann in métal i apèl bismuth avèk in batri par dé fil kuiv, inn shak koté. A la ké li romark in koté lo fil bismuth i rojoinn lo fil kuiv li lé sho, épi l'ot koté lo fil bismuth lé fré. Li la rokomans plizyèr foi pou vérifyé si li la pa tronpé, mé son n'afèr lé bon pars shak foi i fé lo mèm z'afèr, épi li troubv lo mèm rézilta... Zot i koné in prinsip la syans k'i fé ké ou i pé rokomans l'éspèryans plizyèr foi é i fo ou i trouv lo mèm rézilta, dann lo mèm kondisyon. Aprésa ou i pé dir, lo rézilta lé bon, pars ou la gingn arfé ali plizyèr foi, é tout demoun va fé konm ou, va trouv lo mèm rézilta. Dakor, bon pou sa mèm, mé kosa i fé avèk sa ? Na poin lontan la nyabou fé bann z'afèr pratik avèk sa : par ébzanz frizidèr l'oto, bann pti sistèm pou rofroidi l'ordinatèr épi d'ot z'afèr ankòr. Touléka sa in bon tik-tak pou lo progrès téknik.

Koman jenn fiy-la la trouv l'idé fé in lanp torsh bazé dsi prinsip-la ?

Si son papa lé kanadien, son momon i sort Philippines. Souvan, dopi l'az dé z'an èl i sava avèk son famiy pou pas vakans la-ba, donk èl na in bonpè dalon-dalone dann lo péi. In zour in dalone aèl i di aèl dsi internet èl la pa gingn son l'égzamin. Dann son tèt èl i di ? In fiy briyan konmsa la pa gingn son l'égzamin ? Sa lé pa posib. Son momon i ésplik aèl, dann vilaz na poin kouran é kan i ariv sètèr d'soir i fo toulmoun i sava dormir. Si tèlman na poin lo tan pou aprann lo-son épi fé devoir san konté lo bann korvé marmay i doi fé kan i fé klèr. L'èr-la, èl i di dann son kèr, i fo èl i trouv in sistèm pou ède bann marmay lo mond antyé an avoir z'ot diplom ; sirtou sak la poin kouran son kaz (1,4 milyar d'moun d'aprè sak i di)

Koman èl la fé son l'invansion

Ala koman i ésplik son l'invansyon : nana plizyèr plak métal groupé dé par dé (konm bann in pèr) rant dé plak an séramik. L'intèryè la min-la paume par l'fète - i apòrt la shalèr, é l'èr ki sirkil dann lo lanp krèz i apòrt lo frèshèr.

Son papa lé dirèktèr in gran laboratoir dann in l'institi téknolojik. L'androi-la èl i pé trouv sa k i fo pou fé son matèryèl épi pou lo bann prinsip in gro travay dsi internèt la pèrmète aèl asir son baz dann la téori. Avèk sa èl la gingn invant in lanp krèz : « Hollow Flash light ». Konm

moin la fine ékri son mazi-fasonn parlé pars la poin arien lé majik, tout lé syantifik - I ropoz dsi lo l'éfé Peltier. I apèl sa galman lo l'éfé termo-éléktrik. L'énerji i déklansh kan i mète dé matèryo kondiktèr kouran, inn fré, l'ot sho inn dsi l'ot. I spass sak i apèl in diférens potansyèl épi na in kouran k'i sirkil.

Pou l'instan lo lanp i klèr konm troi bouzi par la, épi i rès alimé in vintène minit, mé lo jenn fiy i éspèr travay son produi pou amélyor ali ankòr bokou. Pou l'instan èl la gingn lo pri Google Science fair dann lo katégori kinz-sèz an.

Kèl konsékans pou èl é pou son l'invansion

I parétre plizyèr l'antropiz la fine pran kontak avèk èl pou travay dsi son projé ; el lé pa kont solman èl i éspèr bann moun dann péi pov va gingn tir parti son l'invansion sé pou sa èl lé pa présé pou sign kontra ; el i vé gard in kontrol dsi !... Kisa la di la jènès na poin bann bon prinsip épi bann bon l'intansyon ; touléka, ala in légzanz demoun i vé rann aèl itil dan la vi é pou tout l'imanité.

NB Moin la pa invant sak moin la ékri, moin la trouv dsi internet. Tout sak i vé, i pé alé kiso ékout lo bann vidéo, kiso lir lo bann l'artik. Toulfason i anmank pa l'informasyon la dsi... pétète zot va gingn z'idé zot osi-nou lé pa plis, nou lé pa moins. Nou I apa konm shovrète kant mèm !

Oté

Antansyon maryaz karp èk lapin !

Lo mèr la Ptit-il i déklar dan la prèss zédi, li lé dann brankar in kominn an fayit. Li la mèt in nan é domi pou rann a li kont. Dann zéléksyon minisipal 2014 la Ptit-il navé 8 kandida, drwat gosh konfondi. Tout té plizoumwinn dakor pou di “sora difisil pou tout“ vik léta i donn pi larzan, vik léta li minm i ral lanyaz. Shakinn la aminn son kanpagn, la ral son sharèt èk pridanss, san tro fé promèss. Lo mèr, mwinn pridan ké tout i déklar “Ek mwinn nora pwinn goumantasyon zinpo diran tout la mandatir“. Sanm pou mwinn sépousa osi domoun la vot pou li. Atann pou war.

Pou zéléksyon départmantal lo mèr klété éli konm in boug do gosh, i desid fé in latlaz èk bann UMP, o diton pou gingn in moné èk lo prézidan la CIVIS, li minm prézidan UMP. Konm li di, té pa in kalkil pou fé gingn a li, té in kalkil zis pou fé gingn la vil i prétan. Zordi li rann a li kont ké lo sénatèr mèr sin pièr la mèt a li dann in gob. Li minm i di lo dil té apopré 720000 éro, té i dové tonm lèr la, la li apran pou la dotasyon solidarité cominal, pou sèt ané, oki bourik. Plis léta i raz la pint, si o mwinn 280000 éro. Ek sa, la kominn lé an fayit i di.

Dann zéléksyon la di a nou, zordi, pou èt modèrn, i fo pi argard déryèr, fo argard dovan, kit a shanz shomiz pourvik la kominn i gingn larzan, vik lo prézidan la civis i komann dan lo sid, vik sé li knéna larzan nou lé oblizé kour déryèr. Zordi lo mèr lé osi vis-prézidan la Civis, èk sa li lé osi konsyéè départmantal, li lé patron dolo, trakass pi pou li. Mé la kominn, kosa la kominn la ginyé dan tousala ? Inn la di “In promèss éléktoral i angaz ryink sak i akout“. An plis in promèss té fé dann in maryaz karp èk lapin !

Justin

« Artourn marmite, guèl an ba ! » - in zour, in kozman

Kosa sa I vé dir ? Zot I koné in marmite nana dé bout sète an o, avèk sèt an ba. Sèt an ba sé son fonman. Sète an-o I di sa la guèl. Kansa I di in kozman konmsa ? Kan marmite lé déviré guèl an ba, li lé vid ! Donk na pi manzé d’dan. Ala sak i ariv lo mari kan li sa fé la foir épi li lès son fam la kaz : el i dévir marmite guèl an ba. Sa i vé dir ali anshèv alé : sa la pa in komansman dézord ! Ala dézord l’arivé pou l’ bon.